



CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 1993-1994

SEANCE DU LUNDI 27 JUIN 1994

COMPTE RENDU INTEGRAL

SOMMAIRE

	Pages
<i>Excusés.</i>	5
<i>Projet de motion motivée constatant la conformité de l'arrêté de réallocation avec le contenu et les objectifs du budget administratif pour l'année budgétaire 1994</i> . . .	5
<i>Anniversaire du Roi.</i>	5
<i>Projets de décret (dépôt)</i>	5
<i>Proposition de décret (dépôt).</i>	5
<i>Proposition de résolution (dépôt)</i>	5
<i>Cour des comptes</i>	5
<i>Motion déposée par l'assemblée de la Commission communautaire française</i> . . .	5
<i>Propositions de décret (retrait)</i>	6
<i>Commission de surveillance de la législation sur la langue française (démission d'un membre)</i>	6
<i>Cour d'arbitrage.</i>	6
<i>Composition des commissions (modifications)</i>	6
<i>Questions écrites (art. 63 du règlement)</i>	6

	Pages
<i>Ordre du jour</i> (approbation)	6
<i>Questions d'actualité</i> (art. 65 du règlement)	
Questions adressées à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé:	
— Question de M. Cheron: Avenir du domaine de La Hulpe	7
— Question de M. Maingain: Propriété Solvay à La Hulpe	7
— Question de Mme de T'Serclaes: Subside au projet bruxellois pour le dépistage du cancer du sein	8
Questions adressées à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel:	
— Question de M. Liesenborghs: Permanences du ministre dans les établissements de la Communauté française	8
— Question de M. Liesenborghs: Homologation des certificats d'enseignement secondaire inférieur	9
— Question de M. Winkel: Répartition des subsides de la Communauté française entre les écoles de Schaerbeek	10
— Question de M. Simons: Financement de la création audiovisuelle par les cahiers des charges des chaînes TV	10
— Question de M. Simons: Coupure par de la publicité au sein d'une unité d'émission	11
<i>Prise en considération</i>	11
<i>Projet de décret portant approbation de la Convention de l'ONU sur les substances psychotropes et de ses annexes, faites à Vienne le 21 février 1971</i>	
Discussion générale	11
Oratrice: Mme la Présidente.	
Examen et vote de l'article unique.	11
<i>Proposition de décret portant agrément et subvention des centres d'archives privées en Communauté française de Belgique</i>	
Discussion générale	12
Orateur: M. Cheron.	
Examen et vote des articles	12
<i>Proposition de résolution portant sur la promotion de façon prioritaire de l'égalité effective des droits entre hommes et femmes</i>	
Discussion	14
Oratrice: Mme la Présidente.	
<i>Proposition de résolution relative au rôle de la Francophonie face à la dévaluation du franc CFA</i>	
Discussion	15
Demande de renvoi en commission	15
Orateurs: MM. Lebrun, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales, Simons, Mme de T'Serclaes, M. Janssens.	
Vote par assis et levé	16
Orateur: M. Simons.	
Renvoi en commission	16
<i>Proposition de résolution relative à la situation au Burundi et aux actions à envisager par le gouvernement communautaire pour soutenir les institutions et les forces démocratiques ainsi que pour promouvoir les droits de l'homme dans ce pays</i>	
Discussion	16
Orateurs: MM. Simons, Lebrun, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales, Simons.	

Questions orales (art. 64 du règlement)

- de M. Winkel à M. Lebrun, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales, concernant « l'achat éventuel d'une voiture et d'ordinateurs par le cabinet du ministre sur les subsides de l'Aide à la jeunesse » 18
Orateurs: MM. Winkel, Lebrun, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales, Winkel.
- de M. Liesenborghs à M. Lebrun, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la jeunesse et des Relations internationales, et à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, concernant « l'éducation à la citoyenneté » 19
Orateurs: MM. Liesenborghs, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, Liesenborghs.
- de M. Maingain à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, relative aux « maladies sociales. — Fonds spécial d'assistance » 21
Orateurs: M. Maingain, Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, M. Maingain, Mmes Onkelinx, la Présidente.
- de M. Simons à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, relative à « l'initiative 'Titan' en Communauté française » 23
Orateurs: MM. Simons, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, Simons, Mahoux.
- de M. Simons à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, sur « les effets structurellement dérégulateurs de l'accord TVB et leurs conséquences pour la presse écrite » 26
Orateurs: MM. Simons, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, Simons.
- de M. Detienne à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, sur « la non-nomination des chefs d'ateliers des athénées du réseau de la Communauté française » 27
Orateurs: MM. Detienne, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, Detienne.
- de M. Vaes à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, sur « la suite du rapport Sojcher sur la formation philosophique dans l'enseignement secondaire » 29
Orateurs: MM. Vaes, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, Vaes.

Interpellations (art. 59 du règlement)

- de M. Detienne à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, sur « la charte de l'alternance et l'avenir des jeunes de 18 à 25 ans inscrits dans les centres d'éducation et de formation en alternance » 31
Orateurs: MM. Detienne, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, Detienne.
- de M. Maingain à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, sur « le recours à la Cour d'arbitrage contre le décret du *Vlaamse Raad* du 19 mai 1994 modifiant le décret du 19 juillet 1973 réglant l'emploi des langues en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel » 35
Orateurs: M. Maingain, Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, M. Maingain.
- de M. Liesenborghs à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, sur « le dossier des rythmes scolaires » 37
Orateurs: MM. Liesenborghs, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, Liesenborghs.

	Pages
— interpellations jointes de M. Simons à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, sur «la taxe sur l'abonnement de télédistribution» et de M. Monfils à M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, sur «le projet d'accord entre la Communauté française et les sociétés de télédistribution, dont l'effet est d'augmenter l'abonnement annuel de 150 francs»	41
Orateurs: MM. Simons, Monfils, Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel, Simons, Monfils.	
<i>Dépôt de projets de motion</i>	46
— par MM. Liesenborghs et Vaes.	
— par M. Janssens et Mme de T'Serclaes.	

Présidence de Mme Corbisier-Hagon, Présidente

La séance est ouverte à 14 h 40.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

Mme la Présidente. — Mesdames, messieurs, la séance est ouverte.

EXCUSES

Mme la Présidente. — Ont demandé d'excuser leur absence à la présente séance: M. le ministre Tomas, MM. G. Dufour, Urbain et Vandenhautte, en mission à l'étranger; MM. Baudson, Biefnot, Clerfayt et Marchal, retenus par d'autres devoirs; M. Van der Biest, pour raisons de santé.

PROJET DE MOTION MOTIVEE CONSTATANT LA CONFORMITE DE L'ARRETE DE REALLOCATION AVEC LE CONTENU ET LES OBJECTIFS DU BUDGET ADMINISTRATIF POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1994

Mme la Présidente. — Lors de notre dernière séance du 19 mai 1994, le vote sur le projet de motion motivée constatant la conformité de l'arrêté de réallocation avec le contenu et les objectifs du budget administratif pour l'année budgétaire 1994 était resté sans résultat. La reprise du vote sur ce projet aurait donc dû figurer en premier point de notre ordre du jour.

Toutefois, en cas de modification des budgets administratifs en cours d'année budgétaire, l'article 15 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat stipule que le Conseil doit déclarer la nouvelle ventilation conforme au budget général des dépenses dans les quinze jours de la transmission des arrêtés du Gouvernement. Cet arrêté ayant été pris le 9 mai, le délai de quinze jours expirait le 23 mai 1994.

Par conséquent, la conférence des présidents a constaté que le vote sur le projet de motion dont question ci-dessus devient sans objet par dépassement dudit délai de quinze jours et la ventilation budgétaire nouvelle doit être considérée comme conforme au contenu et aux objectifs du budget général des dépenses.

ANNIVERSAIRE DU ROI

Mme la Présidente. — A l'occasion du soixantième anniversaire de sa Majesté le Roi, je lui ai fait parvenir un télégramme afin de lui adresser nos meilleurs vœux.

PROJETS DE DECRET

Dépôt

Mme la Présidente. — Le Gouvernement de la Communauté française a déposé les projets de décret suivants:

— Relatif aux centres d'accueil pour adultes (doc. 169 (1993-1994) n° 1).

Il a été envoyé à la commission de la Santé, des Affaires sociales et de l'Aide à la jeunesse.

— Organisant la concertation pour l'enseignement secondaire (doc. 170 (1993-1994) n° 1);

— Fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en grandes écoles (doc. 171 (1993-1994) n° 1).

Ces deux derniers projets de décret ont été envoyés à la commission de l'Enseignement, de la Formation et de la Recherche.

PROPOSITION DE DECRET

Dépôt

Mme la Présidente. — MM. Detienne et Liesenborghs ont déposé une proposition de décret modifiant l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit.

Cette proposition de décret sera imprimée sous le n° 174 (1993-1994) n° 1 et distribuée. Il sera statué sur sa prise en considération au cours d'une prochaine séance.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Dépôt

Mme la Présidente. — Mme Lizin a déposé une proposition de résolution relative à la situation au Burundi et aux actions à envisager par le Gouvernement communautaire pour soutenir les institutions et les forces démocratiques ainsi que pour promouvoir les droits de l'homme dans ce pays.

Cette proposition a été imprimée et distribuée sous le n° 172 (1993-1994) n° 1.

Nous statuerons sur le sort à lui réserver lors de l'approbation de l'ordre du jour.

COUR DES COMPTES

Mme la Présidente. — En date du 7 juin dernier, la Cour des comptes nous a adressé la préfiguration des résultats de l'exécution du budget de la Communauté française pour 1993, effectuée en exécution de l'article 77 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Ce document sera imprimé et distribué. Il a été envoyé à la commission des Finances, des Affaires générales et du Règlement.

MOTION DEPOSEE PAR L'ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

Mme la Présidente. — En date du 13 juin dernier, l'assemblée de la Commission communautaire française

nous a transmis une motion sur l'état de la toxicomanie à Bruxelles.

Cette motion a été adoptée à l'unanimité par l'ACCF en sa séance du 27 mai 1994. Elle est transmise à la commission de Coopération et de Concertation avec l'assemblée de la Commission communautaire française de Bruxelles.

PROPOSITIONS DE DECRET

Retrait

Mme la Présidente. — A la suite du transfert de l'exercice de certaines compétences intervenu le 1^{er} janvier 1994 et par lettres des 26 mai et 1^{er} juin dernier, j'ai été saisie de demandes de retrait des propositions de décret suivantes :

— Portant création d'un Conseil supérieur des personnes âgées pour la Communauté française, de M. Bertouille (doc. 69 (1988-1989) n° 1);

— Modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociales, de M. Duquesne (doc. 48 (SE 1992) n° 1);

— Régulant, à titre expérimental, l'agrément et la subvention des résidences-services pour personnes âgées, de M. Hollogne (doc. 112 (1992-1993) n° 1).

Il est pris acte du retrait de ces propositions de décret.

COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA LEGISLATION SUR LA LANGUE FRANÇAISE

Démission d'un membre

Mme la Présidente. — En date du 20 mai dernier, M. Pierre André nous a présenté sa démission de membre et de vice-président de la commission de Surveillance de la Législation sur la Langue française.

Il en est pris acte.

Il sera procédé à son remplacement lors d'une prochaine séance publique.

COUR D'ARBITRAGE

Mme la Présidente. — Le Greffier de la Cour d'arbitrage a notifié au Conseil les arrêts récemment prononcés par la Cour, ainsi que les recours en annulation et les questions préjudicielles qui lui ont été adressés.

La liste complète de ces notifications sera reproduite en annexe aux comptes rendus de la présente séance.

COMPOSITION DES COMMISSIONS

Modifications

Mme la Présidente. — Le bureau a été saisi de demandes de remplacement en commission :

— A la commission de Coopération et de Concertation avec l'assemblée de la Commission communautaire française de Bruxelles: M. Vaes devient membre effectif;

M. Detienne remplace M. Vaes, en qualité de membre suppléant.

— A la commission de l'Audiovisuel, de la Presse et du Cinéma: M. Thiel devient membre suppléant.

— A la commission de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et du Tourisme: M. Thiel remplace M. Vaes, en qualité de membre effectif.

N'y a-t-il pas d'objection? (*Non.*)

Il en est ainsi décidé.

QUESTIONS ECRITES

(*Art. 63 du règlement*)

Mme la Présidente. — Depuis notre dernière séance, des questions écrites ont été adressées :

— A Mme la ministre-présidente Onkelinx, par MM. Winkel et Perdieu;

— A M. le ministre Lebrun, par MM. Duquesne et Maingain;

— A M. le ministre Tomas, par Mme Mayence et M. Maingain;

— A M. le ministre Mahoux, par MM. Duquesne, Dallons, Bertouille, Liesenborghs et Perdieu.

ORDRE DU JOUR

Approbation

Mme la Présidente. — Conformément aux articles 5 et 23 du règlement, la conférence des présidents, réunie le 21 juin 1994 a procédé à l'élaboration de l'ordre du jour de la présente séance.

Comme nous en avons décidé il y a quelques instants, nous devons statuer sur la proposition de résolution déposée par Mme Lizin et consorts. Cette proposition étant signée par des représentants de tous les groupes, nous pourrions en ajouter l'examen et le vote à l'ordre du jour de la présente séance.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Personne ne demandant la parole, cette proposition est inscrite à l'ordre du jour de la présente séance, après le point 5 de la séance de ce jour.

Par ailleurs, la commission de l'Enseignement, de la Formation et de la Recherche ayant terminé ses travaux, le point inscrit en « éventuellement » le mardi 28 juin peut donc figurer à l'ordre du jour de la séance de demain.

Si personne ne demande la parole, l'ordre du jour ainsi complété est adopté.

QUESTIONS D'ACTUALITE

(*Art. 65 du règlement*)

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle les questions d'actualité.

**QUESTIONS ADRESSEES A MME ONKELINX,
MINISTRE-PRESIDENTE DU GOUVERNEMENT
DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

**QUESTION DE M. CHERON: AVENIR DU DOMAINE
DE LA HULPE**

**QUESTION DE M. MAINGAIN: PROPRIETE
SOLVAY A LA HULPE**

Mme la Présidente. — La parole est d'abord à M. Cheron pour poser sa question.

M. Cheron. — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, chers collègues, je reviens sur le feuilletton qui concerne l'avenir du domaine de la Communauté française de La Hulpe.

La dernière intervention dans notre Conseil à ce sujet a eu lieu le jour même de la décision de justice de la Cour de cassation. Depuis lors, la Région wallonne et, en particulier, le ministre-président responsable des implantations, ont décidé de consentir un effort budgétaire. Cela nous donne à penser que la Région wallonne pourrait devenir dans quelque temps, si les négociations avec les héritiers de la famille Solvay aboutissent, propriétaire de deux tiers du domaine de La Hulpe, la Communauté française restant propriétaire d'un tiers dudit domaine.

Ma question porte non sur les négociations avec les héritiers de la famille, mais sur l'état du dossier et, notamment, sur les relations entre la Communauté française et la Région wallonne.

Quel sera l'avenir de la propriété? La Communauté française ne sera-t-elle plus propriétaire que d'un tiers du domaine?

Le principe du « qui paie décide » va-t-il s'appliquer en cette matière? Partant, la Région wallonne deviendra-t-elle propriétaire du domaine?

Assiste-t-on à un transfert larvé de compétences et, plus fondamentalement, pouvons-nous aujourd'hui avoir des garanties sur le fait que ce domaine de La Hulpe continuera à être ouvert au public? Cette question est importante quand on connaît l'attrait qu'exerce ce domaine, un domaine dans lequel la Communauté française investit beaucoup d'argent pour un entretien considéré par tous comme excellent?

Telles sont les questions que je souhaitais vous poser à propos du domaine de La Hulpe.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Maingain pour poser sa question.

M. Maingain. — Madame la Présidente, ma question est tout à fait apparentée à celle de M. Cheron.

Si l'information de presse devait être confirmée, l'idée même de priver la Communauté française de tout titre juridique, c'est-à-dire de tout droit de propriété, dans ce domaine Solvay serait une très mauvaise nouvelle. Cela signifierait que la Communauté française ne disposerait plus d'un seul lieu de prestige, ni à Bruxelles, ni en Wallonie, pour accueillir ses hôtes de marque. On pourrait toujours les recevoir à Mariemont, bien entendu!

Il manque déjà cruellement à Bruxelles de lieux de prestige pour la Communauté française quand on établit la comparaison avec la Communauté flamande. Aussi nous

souhaiterions que la Communauté française demeurât maîtresse du domaine de La Hulpe, ce qui n'interdit pas des formules d'association avec la Région wallonne.

Que la Région wallonne se substitue éventuellement aux héritiers Solvay tout en ne privant pas la Communauté française de sa propriété est une chose!

Cependant, je voudrais savoir si les héritiers Solvay sont concernés directement par les négociations que vous menez avec la Région wallonne. Si oui, comment y sont-ils associés? Sont-ils partie prenante à cet accord ou est-ce une manière pour vous de vous décharger purement et simplement du problème en le reportant à charge de la Région wallonne?

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement.

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé. — Madame la Présidente, chers collègues, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire en réponse à une question posée par M. Vaes le 19 mai dernier, j'estime que le domaine et le château de La Hulpe sont d'une valeur exceptionnelle tant sur le plan architectural, culturel que celui de l'environnement. Je maintiens les propos que j'avais tenus à l'époque: je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour que ce domaine puisse rester un domaine public avec un parc ouvert aux visiteurs. Pour ce faire, des négociations sont menées avec différents acteurs, que ce soit avec la famille Solvay ou avec d'autres institutions, dont la Région wallonne.

Je puis en tout cas vous dire qu'une tentative de pourparlers a aussi été envisagée avec la Région de Bruxelles-Capitale qui s'est déclarée non intéressée par le sujet.

Pour le reste, ces négociations étant en cours et aucune décision n'ayant été prise de quelque nature que ce soit, je ne peux pas vous en dire plus. Il serait de mauvais ton de dévoiler l'état des négociations tant que ne s'est pas dégagé un accord global. Cependant, je le répète: je ferai tout ce qui est en mon pouvoir, avec mes collègues du Gouvernement, pour pouvoir maintenir ce domaine ouvert au public.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Cheron pour une réplique.

M. Cheron. — Madame la ministre-présidente, je vous remercie des deux informations que vous avez données et qui me paraissent positives. La première, c'est que le caractère public du domaine sera maintenu. La deuxième, c'est que la Région bruxelloise n'est apparemment pas intéressée. C'est un élément du dossier dont nous pourrions cependant discuter!

Je vous invite à faire preuve de fermeté dans les négociations qui sont en cours.

Je comprends que vous ne puissiez en parler. J'invite cependant les autorités et, notamment, la Communauté française qui a consenti d'énormes efforts financiers, à être très fermes dans l'examen de ce dossier où les pouvoirs publics ont à défendre non seulement un domaine sur le plan global et en particulier environnemental, mais aussi sur le plan de la légalité. Je pense aux héritiers qui ne se montrent pas très dignes du père fondateur.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Maingain pour une réplique.

M. Maingain. — Madame la présidente, madame la ministre-présidente, chers collègues, le seul élément

nouveau d'information serait de savoir si la Communauté française entend céder son titre de propriété à la Région wallonne; je n'ai pas obtenu de réponse claire à cet égard.

Va-t-elle poursuivre la mauvaise politique de M. Anselme qui a consisté à semer le patrimoine de la Communauté à tous vents de sorte que la Communauté française est de plus en plus dépouillée non seulement à Bruxelles, mais aussi en Wallonie? Tel est l'enjeu de la question; c'est d'ailleurs la seule qui importe pour l'instant. La Communauté française restera-t-elle propriétaire du domaine Solvay dans le respect de la volonté du légataire?

QUESTION DE MME DE T'SERCLAES: SUBSIDE AU PROJET BRUXELLOIS POUR LE DEPISTAGE DU CANCER DU SEIN

Mme la Présidente. — La parole est à Mme de T'Serclaes pour poser sa question.

Mme de T'Serclaes. — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, chers collègues, vous connaissez le projet-pilote bruxellois pour le dépistage du cancer du sein, projet insistant sur des critères de qualité sans lequel ce dépistage n'aurait aucun sens sinon d'alerter les femmes sans résoudre le problème.

Vous savez que ce projet est subsidié par le programme européen contre le cancer et qu'il bénéficie depuis un certain temps d'un appui de la Communauté française. Pour recevoir les subsides européens, il doit aussi bénéficier de subsides des autorités belges. Or, il me revient qu'il existe des craintes sérieuses quant à la politique de la Communauté française à cet égard.

Madame la ministre-présidente, pouvez-vous me rassurer? Il s'agit, en effet, d'un projet important qui concerne la santé des femmes à laquelle vous devez, autant que moi, être sensible.

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Onkelinx, ministre-présidente.

Mme Onkelinx, ministre-présidente du Gouvernement, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé. — Madame la Présidente, chers collègues, effectivement le projet bruxellois de dépistage du cancer du sein est un projet intéressant qui me tient à cœur. Depuis plusieurs années, il reçoit 1,5 million de francs de la Communauté française et est cofinancé par la Communauté européenne. Depuis peu, il est aussi aidé par l'Association contre le cancer et le *United Found of Belgium*.

Cette action est d'autant plus intéressante qu'elle met en lumière le fait que le dépistage du cancer du sein en Communauté française s'écarte parfois des recommandations du programme européen pour la lutte contre le cancer. Le Belge paie peut-être un prix fort pour un dépistage dont on ne connaît pas encore bien les qualités ou les besoins, et qui est loin de couvrir les besoins.

Depuis le 1^{er} janvier 1994, les compétences ont été transférées. En matière de santé, la Communauté française a conservé ses compétences en matière de promotion de la santé, c'est-à-dire pour ce qui concerne la prévention primaire.

J'ai interrogé mon administration afin de savoir si le dépistage faisait toujours partie des matières relevant de la Communauté française. Or, si la promotion du dépistage

relève de la Communauté, il semble qu'il n'en aille pas de même pour le dépistage en tant que tel.

Pour ce qui est du projet bruxellois, la situation est encore plus complexe. En effet, ce projet porte notamment sur le contrôle de la qualité des appareillages, l'interprétation des résultats du dépistage, la relecture des mammographies. Cela va donc beaucoup plus loin que le dépistage. Mon administration est d'avis que nous outrepassons nos compétences en continuant à subventionner ce type de projet.

Dans le cadre du budget réservé à la lutte contre le cancer — 20 millions de francs —, il pourrait être envisagé de réorienter certaines missions vers la prévention primaire. Cela nécessiterait une négociation pour chacune des associations intéressées par le budget communautaire. Nous mettrions en évidence la promotion du dépistage et l'information nécessaire dans la lutte contre le cancer, et nous nous en tiendrions à cela. Par ailleurs, je me réserve la possibilité de négocier avec mes collègues régionaux et fédéraux pour sceller de bons partenariats afin d'assurer une couverture de dépistage suffisante et de qualité.

Mme la Présidente. — La parole est à Mme de T'Serclaes pour une réplique.

Mme de T'Serclaes. — Madame la ministre-présidente, pour l'année 1994, je souhaite en tout cas que les promoteurs du projet bruxellois puissent bénéficier d'un subside équivalent à celui des années précédentes car la prévention ne peut se faire qu'en s'appuyant sur des données scientifiques fiables. Sans doute peut-on discuter la répartition des compétences mais je pense qu'il faut éviter tout problème durant l'année 1994.

QUESTIONS ADRESSEES A M. MAHOUX, MINISTRE DE L'EDUCATION ET DE L'AUDIOVISUEL

QUESTION DE M. LIESENBORGHES: PERMANENCES DU MINISTRE DANS LES ETABLISSEMENTS DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Mme la Présidente. — La parole est à M. Liesenborghes pour poser sa question.

M. Liesenborghes. — Madame la Présidente, madame la ministre-présidente, messieurs les ministres, à mon grand regret, je suis amené à interroger le ministre Mahoux sur une série d'encarts — publicitaires, à mon avis — que la presse wallonne et bruxelloise a diffusés durant le mois de juin, annonçant — est-ce une bonne nouvelle? — que M. Mahoux, ministre de l'Education et ses collaborateurs tenaient des « permanences sociales » — l'expression est de moi — dans les établissements de la Communauté française.

Cette nouvelle, agrémentée de la précision « pour répondre aux problèmes individuels » que vous vous posez, a dû réjouir les enseignants concernés, de Hannut à Alleur, de Bruxelles à Spa, et en beaucoup d'autres lieux dont je vous passe l'énumération.

Cette pratique n'est pas sans poser un certain nombre de questions. Je ne vous demanderai pas si elle est en accord avec l'esprit et avec la lettre du Pacte scolaire et du décret sur la neutralité: vous me direz que oui.

Une loi récente a été étudiée à la Chambre et au Sénat sur les communications gouvernementales. Votre initiative

est-elle compatible avec cette nouvelle loi? Je vous demande également si cette initiative n'est pas une façon de couper l'herbe sous le pied de votre administration qui devrait traiter les problèmes individuels, sans parler des organisations syndicales dont c'est la tâche d'être le relais des travailleurs.

Je vous demanderai aussi si votre initiative est l'annonce de l'ouverture des écoles de la Communauté à des permanences sociales de l'ensemble des parlementaires des partis traditionnels. A ECOLO, vous le savez, il n'est pas tenu de permanences sociales. J'imagine donc que M. Lebrun, M. Hazette, M. Langendries et quelques autres organiseront dans ces établissements, parfois à des heures prévues pour les cours, des permanences sociales pour répondre aux problèmes individuels des enseignants.

M. Hazette. — Excellente suggestion, monsieur Liesenborghs.

M. Liesenborghs. — Enfin, une question subséquente: il est décent de savoir sur quel budget cette initiative a été prise.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Mahoux, ministre.

M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, chers collègues, je répondrai à M. Liesenborghs que je lui laisse l'entière responsabilité de la définition de ce qui a été fait.

Ce n'est pas au moment où l'on plaide pour que le ministre communique avec le citoyen, qu'il faut remettre en question ce type de pratiques. J'ai eu l'occasion, en qualité de ministre, de me trouver dans des écoles pour pouvoir informer sur les cas individuels, mais aussi sur l'ensemble des réformes qui sont à la fois pédagogiques et statutaires. Il y a donc eu réponse à la demande. Le succès de la présence du ministre sur le terrain montre bien qu'il s'agit là d'une nécessité. Je refuse donc la critique formulée par M. Liesenborghs quant à la qualité de ce travail réalisé dans les écoles.

Je préciserai que je n'ai mis à cette présence sur le terrain aucune connotation politique.

Pour répondre à la dernière question posée, je dirai que le budget relève de l'allocation de base 12.31.32, division organique 92.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Liesenborghs pour une réplique.

M. Liesenborghs. — Madame la Présidente, je remercie M. le ministre, mais regrette toutefois qu'il ne m'ait pas répondu à la question la plus délicate, portant sur les communications gouvernementales. C'est bien d'une communication gouvernementale qu'il s'agissait puisque, outre une grande photo du ministre dans la presse socialiste — photo qui, d'ailleurs, avantageait le ministre en le montrant avec un air décidé — et une petite photo dans *Vlan*, hebdomadaire bruxellois, on pouvait voir « Le ministre et ses collaborateurs ». Sur ce point donc, je n'ai pas eu de réponse.

Il est une réponse qui m'a attristé profondément. Le retour à la base annoncé par les socialistes se passe dans des conditions qui nous paraissent tout à fait regrettables. Mais nous aurons l'occasion d'y revenir dans d'autres débats.

QUESTION DE M. LIESENBORGHES: HOMOLOGATION DES CERTIFICATS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE INFÉRIEUR

Mme la Présidente. — La parole est à M. Liesenborghs pour poser sa question.

M. Liesenborghs. — Madame la Présidente, en commission, avec M. Lebrun d'ailleurs, nous avons discuté de problèmes universitaires. Lors du débat est apparue l'opportunité de supprimer le diplôme donnant accès à l'enseignement supérieur. Puis, à notre grande surprise, nous avons découvert, qu'en même temps que la suppression de ce DAES, on supprimait aussi l'homologation du diplôme clôturant l'enseignement secondaire inférieur — dans le rapport, on peut lire un texte qui reprend mot à mot un avant-projet de décret de votre cabinet, monsieur le ministre. Or, il n'y a eu ni communication ni débat sur ce point. J'ai seulement posé une question à M. Charlier qui a introduit un amendement relatif à la suppression du DAES. La pratique est curieuse... J'aimerais savoir pourquoi, en commission, on ne nous a pas dit clairement qu'il y avait une décision prise en cette matière et que, donc, notre vote nous amenait aussi à confirmer cette décision.

Voudriez-vous également nous expliquer, monsieur le ministre, pourquoi on supprime l'homologation de ce diplôme tout en maintenant son attribution dans les écoles d'enseignement secondaire inférieur?

En troisième lieu, je vous demande — et c'est une question fondamentale — comment, faute d'homologation, on pourra être assuré que les diplômes attribués à l'enseignement secondaire inférieur dans les écoles auront une valeur uniforme puisque la fonction de la commission d'homologation est précisément de vérifier que toutes les écoles assurent un enseignement de même niveau et de même qualité.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Mahoux, ministre.

M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, les députés Janssens et Charlier ont signalé en commission la proposition de suppression de l'homologation du certificat d'enseignement secondaire inférieur comme condition à la suppression du DAES. Cela a fait l'objet d'un amendement qui a été voté à l'unanimité, si je ne me trompe.

Quant aux raisons qui ont présidé à cette proposition de suppression de l'homologation, il me paraît que cette homologation étant assez formelle, sa suppression gommerait une série de problèmes administratifs posés aux élèves, qui, bien qu'ayant réussi les épreuves conduisant à l'obtention du CESS, ne le recevaient pas, faute de détenir un CESI homologué.

En ce qui concerne le contrôle du niveau de cours dont vous parlez, il me paraît que l'inspection a un rôle important à jouer. Elle le remplit d'ailleurs très bien. Ce contrôle ne ressortit pas des compétences de la commission d'homologation.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Liesenborghs pour une réplique.

M. Liesenborghs. — Madame la Présidente, il nous a effectivement été signalé que l'homologation du certificat d'enseignement secondaire inférieur n'était plus nécessaire

pour obtenir le certificat d'enseignement supérieur. Nous sommes d'accord sur ce point puisque cette mesure permet d'élargir les possibilités d'accès à un diplôme de fin du secondaire.

Toutefois, nous regrettons une autre décision qui fut prise dans la foulée, décision qui ne nous a d'ailleurs pas été communiquée. Le ministre vient d'exposer sommairement ses motivations, mais cette question mériterait un débat. Nous relevons, en effet, des contradictions entre le souci de mener des réformes au début du secondaire, d'assurer à tous les enfants des socles de compétences identiques dans les deux premières années et le fait de renoncer aux « complications administratives » à l'issue de la troisième année, alors que le diplôme qui est délivré à ce stade permet d'avoir accès à certains emplois dans la fonction publique. Nous verrons!

QUESTION DE M. WINKEL: REPARTITION DES SUBSIDES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ENTRE LES ECOLES DE SCHAERBEEK

Mme la Présidente. — La parole est à M. Winkel pour poser sa question.

M. Winkel. — Madame la Présidente, je voudrais interroger M. le ministre sur un problème de subsides attribués dans le cadre du projet visant la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental. Pour ce faire, les communes reçoivent des subsides du ministère de l'Education. Schaerbeek se verra octroyer 2 400 000 francs.

Or, l'échevin de l'Instruction de cette commune refuse d'attribuer ces subsides à certaines écoles situées dans le bas de Schaerbeek, continuant ainsi la politique d'apartheid culturel qu'il pratique depuis longtemps. Il a refusé que cinq écoles du bas de la commune présentent un projet, préférant attribuer une partie des subsides à des écoles du haut de Schaerbeek qui en ont moins besoin. Il reconnaît lui-même d'ailleurs que trois de ces écoles ont un pourcentage relativement faible d'enfants défavorisés et d'enfants d'origine étrangère.

Mes questions sont les suivantes: quelle est votre position, monsieur le ministre, par rapport à cette situation inadmissible? Le conseil d'entités pourra-t-il évaluer correctement les besoins des écoles en difficulté? Comment le conseil de zone pourra-t-il gérer le conflit que est né entre les syndicats et l'échevin concerné?

Avez-vous des garanties pour éviter que ne se reproduise ce genre de dérapage à l'avenir?

Mme la Présidente. — La parole est à M. Mahoux, ministre.

M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, avant la réunion du conseil de zone, deux réactions s'étaient déjà manifestées. Nous avons été informés de ce problème. L'inspection cantonale a interrogé l'administration communale devant l'absence de dossiers. Par ailleurs, une intervention de l'organisation syndicale a eu lieu au sein du conseil de zone.

La commune de Schaerbeek a présenté cinq projets, dont deux ont été éliminés car considérés comme non conformes. L'inspection générale a chargé l'inspection cantonale de suivre le dossier. Un comité de coordination doit se réunir le 1^{er} juillet. Si les renseignements donnés ne sont pas satisfaisants, l'inspection générale introduira un

recours contre les projets présentés et les décisions prises. J'aurai, à ce moment, en fonction de la prise en compte réelle de la problématique de Schaerbeek, quinze jours pour me prononcer.

QUESTION DE M. SIMONS: FINANCEMENT DE LA CREATION AUDIOVISUELLE PAR LES CAHIERS DES CHARGES DES CHAINES TV

Mme la Présidente. — La parole est à M. Simons pour poser sa question.

M. Simons. — Madame la Présidente, le 23 juin, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a pris connaissance du programme que devait réaliser RTL-TVi en 1992.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a souligné qu'une fois de plus, RTL-TVi n'avait pas respecté son cahier des charges en matière de coproductions.

La RTBF, quant à elle, a respecté son cahier des charges. Cette disparité mérite d'être mentionnée car chacun sait que le PS aime mettre la chaîne de service public et celle reconnue en Communauté française sur le même pied.

Il est, par ailleurs, question de la signature d'un accord entre RTL et les producteurs indépendants pour 1993. Cet accord est-il signé? Dans la négative, le sera-t-il bientôt? RTL met évidemment cet accord en cause, les pressions s'exerçant en vue de la récupération de certains retards enregistrés en 1992.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel s'exprime en ces termes: « Le principe d'imposer à RTL-TVi le versement d'une indemnité compensatoire pour les engagements non tenus en coproductions durant l'exercice 1992 ». Nous demandons évidemment cette compensation car nous estimons que tout contrat doit être respecté. Aujourd'hui, RTL-TVi fait précisément pression afin de ne pas signer cet accord avec les producteurs indépendants pour 1993. RTL craint en effet de se voir imposer le respect de son cahier des charges 1992.

Dès lors, le ministre acceptera-t-il les termes de l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, forçant ainsi RTL à respecter les engagements pris pour 1992? Je signale que le bénéfice de la CLT est de l'ordre de trois milliards de francs. Je rappelle enfin que le rôle du ministre de l'Audiovisuel consiste également à défendre les producteurs indépendants.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Mahoux, ministre.

M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, j'ai déjà eu l'occasion de répondre à M. Simons dans le cadre de l'interpellation qu'il m'a adressée à ce sujet voilà quelque temps.

Je lui avais alors fait part de ma volonté de trouver une solution pragmatique au problème du respect du cahier des charges. Je lui avais également dit que j'encourageais la signature d'un accord à conclure entre les producteurs indépendants et RTL-TVi concernant une contribution réaliste.

J'ajoute qu'un système de compensation était prévu puisqu'un « sur-respect » du cahier des charges avait été constaté dans d'autres secteurs.

Je répète donc ma volonté de trouver une solution pragmatique. Je signerai, à la fin de ce mois, une conven-

tion portant sur le versement d'une contribution annuelle d'un montant de 90 millions de francs en faveur des producteurs indépendants.

Les modalités de cette contribution ont d'ailleurs été discutées par les producteurs indépendants et RTL-TVi.

M. Simons. — Madame la Présidente, les nombreux ministres de l'Audiovisuel qui se sont succédé finiront par avoir raison de ma ténacité. Ils sont très ennuyeux et répètent tous la même chose: ils vont inventer un nouveau programme et, pour l'année 1993, c'est juré, environ 90 millions seront garantis pour les producteurs indépendants. Mais, que voulez-vous, en 1992, il faut bien revenir sur les accords conclus. C'est cela la réalité!

Qui pourrait encore nous faire croire qu'en 1993, les accords que signera RTL-TVi avec qui que ce soit seront respectés alors que rien n'a été fait concrètement pour faire aboutir ceux de 1992?

Toujours des fausses promesses.

Mme la Présidente. — Nous sommes en 1994, monsieur Simons.

M. Simons. — Madame la Présidente, je signale que l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel relatif aux années 1992 et 1993 date du 23 juin 1994. Le ministre peut donc difficilement m'avoir répondu à des questions qui n'ont pu être émises que le 23 juin.

QUESTION DE M. SIMONS: COUPURE PAR DE LA PUBLICITE AU SEIN D'UNE UNITE D'EMISSION

Mme la Présidente. — La parole est à M. Simons pour poser sa question.

M. Simons. — Madame la Présidente, d'après le décret, aucune insertion publicitaire ne peut avoir lieu au sein d'une unité de programme et celle-ci commence dès le début d'une retransmission d'une émission depuis l'étranger.

Or, les matches de football retransmis actuellement par la RTBF sont amputés d'une partie du programme, soit la présentation des équipes, soit les hymnes nationaux, soit d'autres moments de la diffusion que toutes les chaînes retransmettent intégralement, pour passer de la publicité, ce qui est illégal.

Que comptez-vous faire, monsieur le ministre, pour faire respecter le décret en cette matière?

Mme la Présidente. — La parole est à M. Mahoux, ministre.

M. Mahoux, ministre de l'Education et de l'Audiovisuel. — Madame la Présidente, les retransmissions de matches de football de la Coupe du Monde font régulièrement l'objet d'interruptions mais, conformément au décret, celles-ci doivent avoir lieu hors des unités d'émission, par exemple entre les deux mi-temps.

Je demanderai à la RTBF de me fournir une explication pour pouvoir répondre à la question posée par l'honorable membre et, bien entendu, dès que celle-ci me sera transmise, je ne manquerai pas d'en faire état.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Simons pour une réplique.

M. Simons. — Madame la Présidente, permettez-moi de rappeler à M. Mahoux la législation mise en vigueur par son prédécesseur.

D'après le décret, on ne peut pas couper une retransmission pour y insérer de la publicité, sauf au moment d'une césure naturelle. Cette dernière, d'après le rapport de la commission, se situe à la mi-temps mais pas avant.

Tout cela ayant été discuté en commission, j'invite le ministre à être prudent à la fois dans l'enquête qu'il va mener et dans sa réponse. Nous votons des décrets. Ils doivent être respectés.

PRISE EN CONSIDERATION

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle la prise en considération de la proposition de décret modifiant le décret du 3 avril 1980 créant le Conseil interuniversitaire de la Communauté française, déposée par M. Vaes et consorts.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Si personne ne demande la parole, je vous propose d'envoyer cette proposition à la commission de l'Enseignement, de la Formation et de la Recherche.

Pas d'objection? (*Non.*)

Il en est ainsi décidé.

PROJET DE DECRET PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION DE L'ONU SUR LES SUBSTANCES PSYCHOTROPES ET DE SES ANNEXES, FAITES A VIENNE LE 21 FEVRIER 1971

Discussion générale

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle la discussion générale du projet de décret.

La discussion générale est ouverte.

M. Marchal, rapporteur, étant retenu par une réunion du Comité mixte avec les Jurassiens francophones, se réfère à son rapport écrit.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non.*)

Si personne ne demande la parole, je déclare la discussion générale close.

Examen et vote de l'article unique

Mme la Présidente. — Nous passons à l'examen de l'article unique du projet de décret. Je vous propose de prendre comme base de discussion le texte sur lequel la commission s'est prononcée.

Article unique. La Convention de l'ONU sur les substances psychotropes et les annexes, faites à Vienne le 21 février 1971, sortiront leur plein et entier effet, en ce qui concerne la Communauté française.

— Adopté.

Mme la Présidente. — Nous voterons sur l'ensemble, demain, à 16 h 30.

